

Marie-Christine Steckel-Assouère

Maître de conférences en droit public habilitée à diriger des recherches - Université de Limoges (OMIJ - EA 3177)

Courriel : marie-christine.assouere@orange.fr

Site : <http://www.mariechristinesteckelassouere.sitew.fr/>



I – Responsabilités collectives :

*** Responsabilité institutionnelle :**

- **Membre titulaire élu du Conseil national des universités** Section 02 (2011 à 2015).
- **Présidente suppléante du jury de délibération**, L1 Droit, Université de Limoges (2013 à 2019).

*** Expertises en vue de réformes législatives :**

- **Audition par la commission d'enquête de l'Assemblée nationale** consacrée aux conséquences de la baisse des dotations de l'État sur l'investissement et les services de proximité, Paris, 4/11/2015

http://videos.assemblee-nationale.fr/Datas/an/portail/video.3298723_5639b94c629a4.ce-baisse-des-dotations-de-l-etat--tables-rondes-horizon-2020-quels-equilibres----le-mode-de-g-4-novembre-2015

- **Audition par la commission des lois du Sénat** sur l'approche comparée des organisations territoriales dans les 28 pays de l'Union européenne dans le cadre du projet de loi sur la nouvelle organisation territoriale de la République, Paris, 27/11/2014

<http://videos.senat.fr/video/videos/2014/video25848.html>

*** Responsabilités pédagogiques :**

- **Directrice des études** – L1 Droit, Campus universitaire de Brive-la-Gaillarde (2013 à 2019) :

- Directrice d'équipes pédagogiques :

- Travaux dirigés de droit constitutionnel, L1 Droit, Université de Limoges (2002-2018) ;
- Travaux dirigés de libertés publiques, L3 Droit, Université de Limoges (2005-2018).

*** Participation à des comités de sélection :**

- Membre de **comités de sélection pour le recrutement d'un Maître de conférences** en droit public - Universités de Poitiers (2018) et des Antilles (2012, 2013, 2015 et 2017).

- Membre d'une **commission de spécialistes** en droit public - Université Toulouse I Capitole (Membre suppléant de 2004 à 2006).

*** Participation à un jury d'attribution de prix de thèse :**

- Membre du jury d'attribution des prix de thèse du GIS GRALE-Nantes Métropole et du CNFPT, Université Paris I (26/06/2014).

*** Participation en qualité de présidente et/ou de rapporteur dans 8 jurys de thèse de doctorat :**

- Manès LOUIS JEUNE, *La paradiplomatie dans le droit de l'action publique internationale des collectivités infra-étatiques : exemple de la Caraïbe*, Université des Antilles, 4/07/2017 ;
- Mounia SLIGHOUA, *Les droits des femmes dans les pays du printemps arabe : Maroc, Tunisie, Égypte*, Université de Toulouse I Capitole, 12/07/2016 ;
- Khanuengnit SAE-HENG, *L'évolution du régime parlementaire en Thaïlande*, Université de Toulouse I Capitole, 20/01/2016 ;
- Sylvain-Ulrich OBAME, *La décentralisation au Gabon*, Université de Grenoble, 8/01/2016 ;
- Lionel PASCAL, *La privatisation des missions douanières en République Centrafricaine*, Université Bordeaux IV, 10/07/2014 ;
- Boureima SAVADOGO, *Le traitement fiscal des revenus étrangers en droit français et belge*, Université Bordeaux IV, 21/12/2012 ;
- Chantal NGO TONG, *La coopération décentralisée*, Université de Nantes, 26/06/2012 ;
- Worapol CHIMPETCH, *Les mesures juridiques d'encouragement des investissements étrangers en Thaïlande*, Université Toulouse I Capitole 08/07/2010.

*** Direction de 6 mémoires et membre du jury de soutenance de mémoires de Master II Administration des collectivités locales, Université de Pau et des pays de l'Adour (2005 à 2010) :**

- Cécile DUPOUY, « L'opportunité pour une communauté de communes d'opter pour la taxe professionnelle unique », 2009 ;
- Marlène BASSE, « L'application de la LOLF dans le 35^{ème} régiment RAP », 2009 ;
- Aurélie LACFOURNIER, « Les difficultés de financement du développement durable des vallées béarnaises par l'institution patrimoniale du Haut-Béarn », 2007 ;
- Pierre LAVIGNE, « La gestion du patrimoine des collectivités locales : une évolution dictée par des obligations juridiques ou motivée par des nécessités pratiques », 2007 ;
- Aude ESCALE, « L'impact du passage en taxe professionnelle unique pour la commune de Lons », 2006 ;
- Arnaud LAGRENE, « La politique du Conseil général des Pyrénées-Atlantiques en matière de spectacles vivants », 2005.

II – Responsabilités éditoriales :

* **Évaluatrice d'un tapuscrit** pour la revue canadienne *Études Internationales* (2009).

* **Rédaction de 15 comptes rendus d'ouvrages publiés par la revue canadienne *Études internationales* :**

- CUDENNEC (A.), GUEGUEN-HALLOUËT (G.), (dir.), *Le juge communautaire et la mer*, coll. Rencontres européennes, Bruxelles, Éditions Bruylant, 2003, 188 p. in *Études internationales*, Université de Laval, Québec, 2005, n° 2, p. 248-249.
- COSTA (O.), KERROUCHE (E.), MAGNETTE (P.), (dir.), *Vers un renouveau du parlementarisme en Europe ?* Coll. Sociologie politique, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2004, 302 p. in *Études internationales*, 2005, n° 2, p. 284-286.
- GUEDJ (A.), *Liberté et responsabilité du journaliste dans l'ordre juridique européen et international*, coll. Droit et justice, n°40, Bruxelles, Bruylant, 2003, 460 p. in *Études internationales*, 2005, n° 1, p. 105-107.
- BITSCH (M.-Th.), (dir.), *Le fait régional et la construction européenne*, coll. Organisation internationale et relations internationales, Bruxelles, Bruylant, 2003, 457 p. in *Études internationales*, 2004, n° 4, p. 783-786.
- TAVERNIER (P.), BURGORGUE-LARSEN (L.), (dir.), *Recueil juridique des droits de l'Homme en Afrique 1996-2000*, coll. du CREDHO, Bruxelles, Bruylant, 2002, 1312 p. in *Études internationales*, 2004, n° 4, p. 747-749.

- CANET (R.), DUCHASTEL (J.), (dir.). *La nation en débat. Entre modernité et postmodernité*, Outremont, Athéna éditions, 2003, 192 p. in *Études internationales*, 2004, n° 1, p. 174-176.
- DUCHASTEL (J.), (dir.), *Fédéralismes et mondialisation, L'avenir de la démocratie et de la citoyenneté*, Outremont, Athéna éditions, 2003, 304 p. in *Études internationales*, 2004, n° 1, p. 207-209.
- CHRESTIA, (Ph.), *Le principe d'intégrité territoriale, D'un pouvoir discrétionnaire à une compétence liée*, Logiques juridiques, L'Harmattan, 2002, 499 p. in *Études internationales*, 2003, n° 1, p. 143-144.
- SOCIÉTÉ FRANÇAISE POUR LE DROIT INTERNATIONAL, *Le chef d'État et le droit international*, Colloque de Clermont-Ferrand, Éditions A. Pedone, 2001, 300 p. in *Études internationales*, 2003, n° 1, p. 147-149.
- CENTRE D'ÉTUDES EUROPÉENNES, *Les procédures de révision des traités communautaires, Du droit international au droit constitutionnel*, Bruxelles, Bruylant, 2001, 165 p. in *Études internationales*, 2002, n° 4, p. 785-786.
- ALSTON (Ph.), BUSTELO (M.), HEENAN (J.), *L'Union européenne et les droits de l'Homme*, Bruxelles, Bruylant, 2001, 983 p. in *Études internationales*, 2002, n° 4, p. 780-783.
- ANNALES D'ÉTUDES EUROPÉENNES DE L'UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN, *L'Europe des droits de l'Homme*, Vol. 4, Bruxelles, Bruylant, 2000, 365 p. in *Études internationales*, 2002, n° 4, p. 783-784.
- LETTERON (R.) et ali., *La liberté d'expression des fonctionnaires en uniforme*, *Économica*, 2000, 172 p. in *Études internationales*, 2002, n° 2, p. 405-406.
- SOCIÉTÉ FRANÇAISE POUR LE DROIT INTERNATIONAL, *Le droit international et le temps*, Pedone, 2001, 282 p. in *Études internationales*, 2002, n° 1, p. 180-182.
- TULLY (J.), *Une étrange multiplicité. Le constitutionnalisme à une époque de diversité, Québec*, Les Presses de l'Université de Laval, coll. Prisme, 1999, 242 p. in *Études internationales*, 2001, n° 4, p. 811-813.

III – Liste des publications :

(L'astérisque mentionne les publications tirées de communications orales à des colloques)

- 3 ouvrages scientifiques individuels :

1. *Les finances publiques en schémas* (Finances de l'État français, des collectivités territoriales françaises et de l'Union Européenne), Ellipses, 2015, 141 p.
2. *L'essentiel des finances publiques communautaires, Regards croisés sur les finances communautaires et françaises*, 2^e édition, Gualino, Les Carrés, 2007, 151 p. (1^{re} édition publiée en 2005).
3. *Le Conseil constitutionnel et l'alternance*, LGDJ, collection Bibliothèque constitutionnelle et de science politique, Tome 106, 2002, 398 p. (Version publiée de la thèse de doctorat en droit public).

- 2 directions d'ouvrages scientifiques collectifs :

4. *Recomposition territoriale : la décentralisation entre enjeux et obstacles*, Actes du colloque de Limoges, préface de Jean-Marie Pontier, L'Harmattan, 2016, 310 p.
5. *Regards croisés sur les mutations de l'intercommunalité*, Actes du colloque international de Lorraine, préface de Gérard Marcou, L'Harmattan, coll. GRALE-CNRS, 2014, 487 p.

- 16 contributions à des ouvrages scientifiques collectifs et mélanges :

6. « Enjeux et impacts des finances locales sur la pertinence du partage de la compétence tourisme »*, in SPINDLER (J.), FABRY (N.), (dir.), *La pertinence du partage de la compétence tourisme*, L'Harmattan, à paraître au printemps 2018.
7. « L'apport doctrinal du professeur Marcou au droit comparé des collectivités territoriales en Europe », in PERROUD (T.), (dir.), *Mélanges en l'honneur du professeur Gérard Marcou*, Institut de recherche juridique de la Sorbonne, décembre 2017, p. 403-413.

8. Rédaction de deux notices : « budget » et « contrôle de gestion », in KADA (N.), PASQUIER (R.), COURTECUISSÉ (C.), AUBELLE (V.), (dir.), *Dictionnaire encyclopédique de la décentralisation*, Éditions Berger-Levrault, 2017, p. 115-119 et p. 310-312.
9. « Les interactions entre la recomposition territoriale et l'adaptation des finances locales »*, in STECKEL-ASSOUÈRE (M.-Ch.), (dir.), *Recomposition territoriale : la décentralisation entre enjeux et obstacles*, L'Harmattan, 2016, p. 77-97.
10. « Les relations de cohabitation consensuelle et conflictuelle entre les nouvelles grandes régions et les communautés d'agglomération », in NEMERY (J.-C.), (dir.), *Quelle organisation pour les grandes régions en France et en Europe ?* L'Harmattan, coll. GRALE-CNRS, 2015, p.171-177.
11. « Le tabou de l'autonomie financière locale : Le consensus autour d'un abus de langage », in KADA (N.), (dir.), *Les tabous de la décentralisation*, Éditions Berger-Levrault, 2015, p. 327-343.
12. « Le Conseil constitutionnel aux prises des dernières alternances présidentielles et législatives », in BIOY (X.), CABANIS (A.), (dir.), *Le pouvoir, mythes et réalité, Mélanges en hommage à Henry Roussillon*, Tome II, Presses de l'Université Toulouse I Capitole, 2014, p. 1115-1125.
13. « Quid de la construction d'un modèle d'intercommunalité intégrée sous pressions financières ? »*, in STECKEL-ASSOUÈRE (M.-Ch.), (dir.), *Regards croisés sur les mutations de l'intercommunalité*, L'Harmattan, coll. GRALE-CNRS, 2014, p. 97-114.
14. Rédaction de douze notices : « Audit, efficacité, efficience, gestion des ressources humaines, management, modernisation, modernisation de l'action publique, performance, pilotage, qualité, rentabilité et révision générale des politiques publiques », in KADA (N.), MATHIEU (M.), (dir.), *Dictionnaire d'administration publique*, Presses universitaires de Grenoble, coll. CERDHAP, 2014, p. 41-42, 182-185, 244-245, 309-310, 328-330, 372-373, 376-377, 407-408, 431-432 et 442-443.
15. « L'histoire des chambres régionales des comptes de 1982 à 2012 : Chronique de contrôleurs contrôlés », in CARLES (J), GUIGNARD (D.), REGOURD (S.), (dir.), *La décentralisation 30 ans après*, LGDJ, coll. Travaux de l'Institut fédératif de recherche en droit, 2013, p. 117-129.
16. « Le bloc communal : pivot fragile de la démocratie de proximité et de l'autonomie financière »*, in CHICOT (P.-Y.), (dir.), *Décentralisation de proximité : la territorialisation de l'action*, Dalloz, « Thèmes et commentaires », 2013, p. 111-130.
17. « L'adaptation des règles budgétaires et financières de l'Union européenne : D'une flexibilité incertaine des principes à une certaine responsabilité des acteurs », in BLANQUET (M.), DUSSART (V.), DE GROVE VALDEYRON (N.), (dir.), *Mélanges en l'honneur du professeur Joël Molinier*, LGDJ, 2012, p. 633-645.
18. « L'autonomie financière locale altérée »*, in REGOURD (S.), CARLES (J), GUIGNARD (D.), (dir.), *Réformes et mutations des collectivités territoriales*, L'Harmattan, coll. GRALE, 2012, p. 187-205.
19. « L'État et la réforme financière des collectivités territoriales : l'autonomie financière dans tous ses états »*, in KADA (N.), (dir.), *De la réforme territoriale à la réforme de l'État*, Presses Universitaires de Grenoble, 2011, p. 51-61.
20. « Le développement du contrôle interne de gestion et de la démarche locale de performance rend-il inutiles certains contrôles de l'État ? »* avec David CARASSUS, in HASTINGS-MARCHADIER (A.), (dir.), *La performance des contrôles de l'État sur les collectivités locales*, LGDJ, coll. Décentralisation et Développement local, 2011, p. 235-249.
21. « L'euthanasie en Europe »*, in REDH, *Technique et droits humains*, Montchrestien, coll. Grands colloques, 2011, p. 189-199.

- 13 articles publiés par des revues scientifiques reconnues :

22. « Des transpositions déséquilibrées entre le droit des finances publiques des États membres et celui de l'Union européenne », *Revue de l'Union européenne*, n°3, à paraître au printemps 2018.
23. « La concrétisation de la transparence et la responsabilité financières par la loi NOTRe du 7 août 2015 »*, *Revue générale des collectivités territoriales*, n° 58, 2016, p. 18-23.
24. « Le nouveau contexte budgétaire et financier des collectivités territoriales », *Les Cahiers français*, n°391, 2016, p. 38-42.
25. « Le partage des compétences financières entre l'État et les collectivités territoriales dans les constitutions des pays membres de l'Union européenne »*, *Revue française de finances publiques*, 2013, n° 121, p.63-82.

26. « La réorganisation territoriale par la recentralisation financière »*, *Politeia*, n° 22, 2012, p. 57-67.
27. « Mythes et réalités de la solidarité financière entre CT »*, *Revue Lamy des collectivités territoriales*, n° 85, 2012, p. 57-58.
28. « La reconnaissance ambivalente de la laïcité par l'Union européenne »*, *L'Actualité juridique : droit administratif*, n° 34, 2012, p. 1890-1897.
29. « Jeu et enjeux du financement des politiques publiques culturelles dans l'Union européenne »*, *Revue française de finances publiques*, n° 114, 2011, p. 175-188.
30. « Un pouvoir fiscal local en trompe-l'œil »*, *Revue française de droit constitutionnel*, 2005, n° 61, p. 19-33.
31. « Le pouvoir fiscal local, objet nouveau du droit constitutionnel »*, *L'Actualité juridique : droit administratif*, 2004, n° 42, p. 2316-2322.
32. « Réflexions autour de la notion de controverse constitutionnelle »*, *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger*, 2004, n° 2, p. 415-440.
33. « Plaidoyer pour une dépénalisation des fautes non intentionnelles des élus locaux »*, *Revue de la recherche juridique, Droit prospectif*, 2002, n° 1, p. 427-447.
34. « L'interdiction du cumul des mandats »*, *La Revue administrative*, 2000, n° 913, p. 76-89.

- 2 fascicules :

35. « La taxe d'habitation », *Collectivités locales, Encyclopédie juridique Dalloz*, décembre 2017, 3^e édition, n° 7830, p. 1-39 (1^{re} édition publiée en 2006 et 2^{ème} édition publiée en 2012).
36. « Le fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée », *Collectivités locales, Encyclopédie juridique Dalloz*, 2006, n° 7370, p. 1-34.

- 1 rubrique à titre de seule auteure pour la chronique annuelle d'une revue scientifique reconnue :

37. Rubrique « Finances et fiscalité », in BLANC (D.), (dir.), Chronique annuelle de « Politiques publiques internes de l'Union », *Revue de l'Union européenne*, n°4, à paraître à partir de 2018.

- 10 articles publiés par des revues universitaires ou professionnelles :

38. « Les enjeux de la réforme de la dotation globale de fonctionnement pour les intercommunalités XXL »*, *Bulletin Juridique – Collectivités Locales*, n°7-8, juillet -août 2017, p. 518-522.
39. « Les bénéfices de la pragmatique révision de la valeur locative des locaux à usage commercial ou professionnel », *Gestion et Finances publiques*, 2014, n°11-12, p. 67-72.
40. « Les EPCI, fossoyeurs des communes ? »*, *Bulletin Juridique – Collectivités Locales*, n° 10/2013, p. 651-654.
41. « La réforme du règlement financier du budget européen », *Gestion et Finances publiques*, n°11, 2013, p. 32-35.
42. « Les enjeux financiers de l'intercommunalité », *Revue Geodoc*, n°59, 2014, p. 69-74.
43. « La QPC en droit fiscal : Quête perpétuelle des contribuables pour renforcer leurs droits et garanties », *Gestion et Finances publiques*, 2011, p. 844-846.
44. « Le paradoxe de la réforme du cumul des mandats ou des fonctions », *Annales de l'université Toulouse I Capitole*, 2010-2011, p. 51-74.
45. « Les nouvelles relations financières entre l'État et les collectivités territoriales françaises au prisme de la jurisprudence constitutionnelle », *Gestion et Finances publiques*, 2010, n°10, p. 719-722.
46. « Le paradoxe du modèle nordique de performance publique : La construction d'un modèle en déconstruction »* avec Christophe FAVOREU, *Gestion et Finances publiques*, 2010, n°7, p. 517-520.
47. « La performance publique en France : Un jeu d'influences croisées entre le national et le local »*, *Gestion et Finances publiques*, 2010, n°6, p. 420-423.

- 29 communications dans des colloques ou congrès dont 21 publiées :

Les communications publiées sont justes mentionnées par un astérisque pour éviter les redondances avec les références précitées.

- 1 communication dans un colloque international organisé en Belgique :

48. « La régulation budgétaire dans les pays membres de l'UE 27 », *Colloque international sur le pilotage macro-budgétaire des finances locales*, Bruxelles, Belgique, 25 juin 2008.

- 5 communications dans des colloques internationaux organisés en France (toutes publiées) :

49. « Quid de la construction d'un modèle d'intercommunalité intégrée sous pressions financières ? »*, *Colloque GRALE-CNRS, AdCF (Assemblée des Communautés de France), IRENEE (Institut de Recherches sur l'Évolution de la Nation et de l'État) intitulé « Regards croisés sur les mutations de l'intercommunalité »*, Université de Lorraine, Nancy, 30-31 mai 2013.
50. « Le partage des compétences financières entre l'État et les collectivités territoriales dans les constitutions des pays membres de l'Union européenne »*, *Colloque FONDAFIP (Association pour la Fondation internationale de Finances Publiques) et AFIGESE (Association Finances Gestion Évaluation des collectivités territoriales) sur l'autonomie financière des collectivités locales en Europe*, Paris, 27 juin 2012.
51. « Mythes et réalités de la solidarité financière »*, *Colloque DCS (Droit et Changement Social) et CENS (Centre Nantais de Sociologie) sur les variables de l'intercommunalité Coopération, rationalité, solidarité*, Université de Nantes, 8 juin 2012.
52. « L'autonomie financière locale altérée »*, *Colloque IDETCOM (Institut du Droit de l'Espace, des Territoires et de la Communication) sur les réformes et les mutations des collectivités territoriales et de l'action locale*, Université Toulouse I Capitole, 21-22 octobre 2010.
53. « Jeu et enjeux du financement des politiques publiques culturelles dans l'Union européenne »*, *Colloque EUROPA (Entretiens universitaires réguliers sur l'Administration en Europe) sur la culture et politiques publiques culturelles en Europe : Quelles valeurs à préserver en temps de crise ?* Université de Limoges, 20 novembre 2009.

- 21 communications dans des colloques nationaux organisés en France (dont 17 publiées) :

54. « Les nouvelles stratégies financières des régions », *Colloque sur la nouvelle régionalisation : méthodologie (s) et vision (s) prospective (s) de régions stratégiques*, Université des Antilles, Pointe-à-Pitre, 4-5 octobre 2017.
55. « Les enjeux de la réforme de la dotation globale de fonctionnement pour les intercommunalités XXL », *Colloque Université d'Angers/GRALE-CNRS/AdCF/INET/CNFPT, sur « Quelle gouvernance pour les intercommunalités XXL »*, Université d'Angers, 15-16 mars 2017.
56. « Les évolutions de la compétence tourisme : Impacts et enjeux liés aux finances locales », *Colloque CREAM/KPMG Secteur public sur « Les évolutions de la compétence tourisme : cadres de mise en œuvre et enjeux stratégiques pour les territoriales »*, Université de Montpellier, 27 janvier 2017.
57. « Les interactions entre la recomposition territoriale et l'évolution des finances locales »*, *Colloque GRALE-CNRS, AdCF, OMIJ sur « la recomposition territoriale : la décentralisation entre enjeux et obstacles »*, Université de Limoges, 4-5 décembre 2015.
58. « La transparence et la responsabilité financières »*, *Journée d'études « la réforme territoriale : pour quoi faire ? »*, École de droit de l'Université d'Auvergne, Clermont-Ferrand, 23/11/2015.
59. « Les EPCI, fossoyeurs des communes? »*, *Colloque Les collectivités territoriales en neuf questions*, Université de Picardie, Amiens, 3 octobre 2013.
60. « Les enjeux financiers de l'intercommunalité »*, *Séminaire sur l'intercommunalité en mouvements*, Université Toulouse II, 1^{er} juin 2012.
61. « La reconnaissance ambivalente de la laïcité par l'Union européenne »*, *Séminaire sur la laïcité en Europe*, Université Toulouse I Capitole, Montauban, 25 avril 2012.
62. « Le bloc communal : pivot fragile de la proximité et de l'autonomie financière »*, *Colloque CRPLC-GRALE (Centre de Recherche sur les Pouvoirs Locaux dans la Caraïbe) sur la Décentralisation de*

proximité : la territorialisation de l'action, Université des Antilles, Pointe-à-Pitre, 15-16 décembre 2011.

63. « La réorganisation territoriale par la recentralisation financière »*, *8^e Congrès français de droit constitutionnel*, Faculté de droit de Nancy, 16-18 juin 2011.
64. « L'État et la réforme financière des collectivités territoriales : l'autonomie financière dans tous ses états »*, *Colloque GRALE-CERDHP (Centre d'Études et de Recherche sur le Droit, l'Histoire et l'Administration Publiques) intitulé De la réforme territoriale à la réforme de l'État*, Université de Grenoble, 18-19 novembre 2010.
65. « Du pouvoir de mourir au devoir de vivre en Europe »*, *Colloque OMIJ (Observatoire sur les Mutations Institutionnelles et Juridiques) sur les nouvelles technologies et le droit de la CEDH*, Université de Limoges, 20-23 avril 2010.
66. « Le développement du contrôle interne de gestion et de la démarche locale de performance rend-il inutiles certains contrôles de l'État ? »* avec David CARASSUS, *Colloque DCS sur la performance des contrôles de l'État sur les collectivités locales*, Université de Nantes, 25-26 juin 2009.
67. « Les spécificités du modèle nordique de gestion de la performance publique locale »*, avec Christophe FAVOREU, *V^e Workshop Ville Management sur une analyse comparative des démarches de performance publique locale à l'échelle internationale*, organisé avec le soutien du Conseil de l'Europe, Université de Pau et des pays de l'Adour, 9-11 juin 2009.
68. « Les spécificités du modèle anglo-saxon de gestion de la performance publique locale » avec Marcel GUENOUN, *V^e Workshop Ville Management sur une analyse comparative des démarches de performance publique locale à l'échelle internationale*, Université de Pau et des pays de l'Adour, 9-11 juin 2009.
69. « Le paradoxe de la réforme du cumul des mandats ou des fonctions : Réforme du cumul ou cumul des réformes »*, *Colloque CERCP (Centre d'Études et de Recherches Constitutionnelles et Politiques) sur le rapport Balladur*, Université Toulouse I Capitole, 5 mai 2008.
70. « Les incidences des principes lolfiens sur les collectivités territoriales », *III^e Workshop Ville Management* (Diaporama sur le lien <<http://www.ville-management.org/>>), Université de Pau et des pays de l'Adour, 28 juin 2007.
71. « Le pouvoir fiscal local, objet nouveau du droit constitutionnel »*, *Colloque CERCP sur les nouveaux objets du droit constitutionnel*, Université Toulouse I Capitole, 29 avril 2004.
72. « Les moyens de la controverse constitutionnelle »*, *V^e Congrès de l'Association française des constitutionnalistes*, publication numérique des actes, Université Toulouse I Capitole, 6-8 juin 2002.
73. « La dépénalisation des fautes non intentionnelles des élus locaux »*, *Journée d'études CERCP sur la décentralisation*, Université Toulouse I Capitole, 26-27 avril 2001.
74. « Réflexions sur la réforme du cumul des mandats : un second souffle pour la V^e République »*, *Colloque CERCP sur les 40 ans de la Constitution*, Université Toulouse I Capitole, 5 novembre 1998.

- 3 communications dans des congrès organisés par l'INET et le CNFPT :

75. « La péréquation en France et en Europe », *Entretiens territoriaux de Strasbourg*, Institut national des Études territoriales/Centre national de la fonction publique territoriale, Strasbourg, 7 et 8 décembre 2011.
76. « Mécanismes de péréquation en Allemagne et en Espagne », *Entretiens territoriaux de Strasbourg*, Institut national des Études territoriales/Centre national de la fonction publique territoriale, Strasbourg, 3 et 4 décembre 2008.
77. « Les relations financières État - collectivités locales en Europe », *Entretiens territoriaux de* Institut national des Études territoriales/Centre national de la fonction publique territoriale, Strasbourg, 5 et 6 décembre 2007.